

Convention de crise : nouvelle prospérité et démocratie.

Raymond Van Ermen. 9 Août 2012.

A l'évidence l'Europe vit une crise systémique financière, économique, politique, de démocratie, de valeurs. Comme le met en évidence Michel Barnier dans une interview à Quatremers¹ à propos du projet d'Union Bancaire, il s'agit de recréer à grande vitesse un cadre légal abattu par la déréglementation des trente dernières années.

Mais il s'agit aussi de recréer un projet économique pour une nouvelle 'prospérité' s'appuyant sur une éthique de solidarité retrouvée. Le tout en ne sacrifiant pas la démocratie mise à mal au niveau de certains Etats-Membres (Hongrie, Roumanie) et Européen.

Dans ce contexte que peut faire la société civile ? Une des pistes est de construire un consensus 'bottom up' sur la nécessité et les mécanismes d'un '*sursaut collectif*' tant des 'élites' politiques, financières, médiatiques que des citoyens.

J'ai proposé au Forum Permanent de la Société Civile de relancer l'appel pour une Convention en ne la limitant pas à une nouvelle révision du Traité. Dans '*Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*² on trouve des pistes très intéressantes pour la proposition de Convention et pourquoi celle-ci doit traiter de la 'prospérité'.

- A travers la définition de prospérité, *c'est une conception de ce qui constitue le progrès social que l'on essaie d'imaginer, une tâche fondamentalement politique.*

'En réinvestissant le politique comme lieu où est débattue collectivement la définition de la prospérité recherchée à travers notre modèle de développement sociétal, l'on rompt avec la logique de l'individualisme libéral et l'on affirme la fonction de socialisation du politique – c'est-à-dire de création d'une société de personnes vivant non seulement les unes à côté des autres, mais surtout les unes avec les autres et engagées dans des relations de communication et de reconnaissance autour d'une histoire et d'un projet communs. (...) En plaçant la question d'une définition de la prospérité au coeur du débat politique est réaffirmée l'importance de la fonction, actuellement délégitimée, de renforcement de la

¹ Voir le blog de J. Quatremers sur Libération.

² L'ouvrage collectif 'Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public, de Isabelle Cassiers et alii. Ed/ L'aube 2011.

cohésion sociale du politique. (...) Une délibération collective autour d'une conception élargie de la prospérité ne peut que fragiliser la prééminence de l'économique et favoriser la réaffirmation de la primauté du politique'.³

- Il est rappelé que pour Jackson le terme de prospérité a plusieurs sens et que celui-ci a retenu la prospérité en tant que '*capabilités d'épanouissement*' dont la liste des '*capabilités centrales*' doit faire l'objet d'une négociation dans le cadre d'un dialogue ouvert⁴.
- Il faut souligner l'importance de la '*capability approach*' développée notamment par Amartya Sen pour trouver, en matière de consumérisme, un point d'équilibre entre d'une part la gauche sociale-démocrate qui *a partagé avec le capitalisme un foi aveugle dans les progrès du productivisme et du consumérisme*, révisée à la marge par la crise écologique et d'autre part les groupes minoritaires qui plaident pour une prise en compte sérieuse des limites culturelles du consumérisme⁵
- Il est mis en évidence que se mettre d'accord sur des indicateurs suppose de parvenir à nouer des compromis sur de nouvelles valeurs en étant critique sur la tendance à tout quantifier⁶. Des *indicateurs de prospérité qui devront être simultanément sensibles à l'égalité, la qualité de la vie et la rareté écologique*.
- On soulignera le thème '*la prospérité au travail*', thème clef pour les syndicats. Une conception nouvelle de la prospérité doit '*favoriser la justice sociale, la réalisation fonctionnelle de projets productifs ainsi que l'expérience subjective d'un travail vivant*'⁷. -
- Il est nécessaire de constamment préciser ce que l'on entend par '*croissance*' pour d'une part ne pas s'aliéner les courants majoritaires et d'autre part marquer une réelle évolution en étant conscient que *jusqu'ici les exercices intégrés et réflexifs de prospective et de planification (délibérative/participative)*

³ Ibidem. Prospérité et crise du politique. Laurent e Briez. Université de Namur p 235.

⁴ Ibidem Peut-on dénouer les liens entre prospérité et croissance par Dominique Méda, Centre d'études de l'Emploi et membre de FAIR; p45

⁵ Ibidem Les critiques du consumérisme par Jean De Munck UCL p121 à 125

⁶ Ibidem.. Du PIB aux nouveaux indicateurs de prospérité par Isabelle Cassiers et Géraldine Thiry UCL p67, 72 et 73

⁷ Ibidem. La prospérité au travail. Par Thomas Périlleux et Julien Charles. UCL P151

*menées en Europe n'ont pas conduit à des 'révolutions' mais à une évolution douce et incrémentale*⁸.

J'ai proposé au Forum Permanent de la Société Civile de commencer par un dialogue avec les Syndicats. Il pourrait ensuite s'élargir aux autres forces économiques (distinctes des forces financières) représentées au sein du Comité Economique et Social Européen en ce y compris donc la partie du patronat intéressée par la 'réindustrialisation de l'Europe' (devenue un thème majeur des Verts au Parlement Européen), l'économie verte et les nouvelles formes de partenariats et de 'business model'⁹.

Comme on le voit ici, j'utilise consciemment des termes qui font référence aux deux courants que sont d'une part celui du 'capitalisme vert' et celui de la 'transition et de la résilience' du mouvement *Transition Towns and Communities*. Il s'agit des deux axes de ce que Arnspenger¹⁰ appelle la *transition à double détente* :

- Gérer la transition du capitalisme gris vers un capitalisme vert
- Maximiser les capacités des initiatives de transition (post-capitaliste) et de résilience qui font appel aux innovations sociétales, conviviales, locales et volontaires

Si nous pouvions arriver à une déclaration commune sur la nécessité et la table des matières de la Convention par des partenaires sociaux et des représentants des ONG , soumise au Conseil Européen par le canal du Comité Economique et Social Européen et/ou des Parlements Nationaux et du Parlement Européen nous aurions ' bien mérité de la patrie'.

Pour cela le calendrier proposé entre 2012 et 2014, le contenu de la Convention (ou Assemblée spéciale) inspiré notamment des travaux précédents du Forum, le référendum pan-européen de 2014 devraient permettre de construire un nouveau 'message positif' de l'UE à ses citoyens et d'engager sur cette base le débat référendaire 2014 appelé de nos vœux, seul moyen de forcer 'à aller vers le peuple', de 'relier le global au local' et d'arrêter la dérive populiste.

Mon 'pessimisme-actif' ne tient pas à la dimension de la tâche (nous disposons de suffisamment de documents de base) mais plutôt au

⁸ Ibidem. Croissance, environnement, prospérité : peut-on les concilier ? par Tom Bauler et Edwin Zaccai. ULB

⁹ How to bring partnerships to the next level. Un agenda post Rio+20. www.raymondvanermen.org

¹⁰ Ibidem. Quelle action collective pour repenser la prospérité ? Enjeux démocratiques de la transition écologique et économique. Christian Arnspenger. UCL/FNRS.p258 à 261

fait que je crains que nos 'élites' n'ouvrirent jamais le jeu, c'est-à-dire ne voudrions pas faire confiance ni aux forces économiques et sociales ni à la démocratie participative. Il suffit de lire l'interview de Mario Monti au Der Spiegel pour se faire une petite idée de l'état d'esprit de nos dirigeants.

Je trouve intéressante (et je la prends comme un avertissement) l'analyse de LEAP suivante :

"les élites européennes n'ont aucune raison d'avoir peur de la réaction des peuples, bien au contraire. Si elles font le pari de doter l'Euroland de la plus moderne des gouvernances démocratiques (ce qui implique également son processus d'élaboration), LEAP/E2020 est convaincu que les Eurolandais seront de leur côté à l'heure au rendez-vous de l'Histoire. C'est, nous le répétons, l'option la plus probable dans le cadre de cette seconde renaissance européenne qui est en train de se mettre en place. Mais, le risque d'un choix du repli des élites sur un tandem technocrates européens/extrémistes nationaux reste une possibilité à ce stade. Il conduirait l'Euroland sur le chemin des régimes non démocratiques et in fine réduirait considérablement le potentiel de l'Europe à œuvrer à une meilleure gouvernance mondiale pour sortir de la crise. Bien au contraire, il constituerait un pas décisif en direction d'une aggravation de la crise via un affrontement entre grands blocs régionaux, scénario tragique par excellence".

C'est pourquoi les propositions de personnalités allemandes pour une convention sont importantes. Mais il faut qu'il soit claire - et que les personnalités allemandes qui poussent le projet soutiennent avec nous - que cette convention doit porter d'une part sur des modifications au traité pour une démocratie renforcée et d'autre part sur le nouveau 'pacte sociétal' et ses éléments dont

- Un paquet 'finance' avec notamment le 'Pacte des Banques, Fonds de Pension et Compagnies d'Assurances pour mobiliser le capital privé en soutien aux objectifs de Europe 2020'¹¹
- L'accord multi-acteurs 'nouvelle prospérité' qui nous permettrait de fédérer plusieurs agendas, comme décrits plus haut, auxquels viendraient s'ajouter plusieurs 'stratégies et autres feuilles de routes' à l'agenda de la Commission, notamment la révision de la stratégie développement durable, le plan d'action modes de consommation et de production, etc. qui seraient remplacés/complétés par l'accord 'nouvelle prospérité'.

¹¹ Une initiative est en cours de préparation pour qu'un tel pacte et une révision des législations réorientent la finance.